

Communiqués de presse

Annonces gouvernementales : indignation et colère !

Communiqué de presse FSU

Les Lilas, le 16 avril 2014

Le premier ministre confirme le gel du point d'indice des fonctionnaires et annonce celui des pensions de retraite et des prestations sociales.

Comment oser reconnaître le « dévouement et sens du service public » des 5 millions d'agents de la fonction publique et les faire applaudir par l'assemblée nationale tout en renonçant à dégeler leurs salaires ! Les agents de la Fonction publique attendent des actes forts.

Pour une cinquième année consécutive, le gel du point d'indice est une décision injuste d'autant que les pertes de pouvoir d'achat sont déjà lourdes dans un contexte où les inégalités salariales sont grandes, notamment entre les femmes et les hommes, où 20% des agents sont payés au niveau du SMIC, où il y a près d'1 million de non titulaires, beaucoup de précarité et que toutes les qualifications sont loin d'être reconnues. Le gel du point d'indice pénalise d'abord les jeunes et les personnels les moins rémunérés.

C'est économiquement inefficace ! Qui peut croire que le seul effort des fonctionnaires, comme de l'ensemble des salariés, et maintenant des retraités, va combler un déficit alors que cela fait des années qu'ils payent déjà pour enrayer une crise dont les causes sont liées d'abord à la financiarisation de l'économie.

Les populations les plus précaires vont voir les prestations sociales nécessaires à leur survie limitées et les services publics garantissant leurs conditions d'existence affaiblis.

C'est bien le modèle social qui est remis en cause.

La FSU acte positivement le maintien des engagements présidentiels en matière d'emploi pour les secteurs prioritaires. Elle restera très vigilante à ce que le budget 2015 traduise dans les faits ces créations.

Mais le redéploiement fragilise d'autres secteurs. C'est pourquoi la FSU rappelle l'urgence qu'il y a à créer les emplois nécessaires à leurs missions.

Si des économies peuvent être envisagées, elles ne peuvent s'affranchir d'une réelle justice sociale. Les entreprises ne peuvent être exonérées ni dédouanées de cotisations sociales et certainement pas de contrôles des aides à l'emploi qu'elles perçoivent. D'autres mesures peuvent être prises comme un meilleur contrôle des prestations déléguées ou l'abandon des recours aux Partenariat Public/Privé.

L'abandon du chantier de la réforme fiscale est une erreur.

Les investissements pour moderniser les services publics et la fonction publique, pour la rendre plus attractive, sont nécessaires. Il est indispensable de développer des services publics de proximité pour lutter contre les inégalités et les fractures sociales dans et entre les territoires.

La FSU portera son analyse et ses demandes lors de la rencontre, demain, avec le premier ministre en rappelant que la bonne méthode de dialogue social consiste à faire primer la concertation sur les annonces médiatiques.

Toutes les générations sont touchées par cette politique. La FSU appelle les retraités à se mobiliser largement lors de la journée du 3 juin prochain pour obtenir de meilleures conditions d'existence et défendre leur pouvoir d'achat.

Les décisions gouvernementales pour la fonction publique et ses agents confortent la FSU dans sa détermination à faire du 15 mai prochain une forte journée d'action unitaire pour défendre la fonction publique, ses agents, leurs emplois et leur pouvoir d'achat.